

Les musulmans se méfient de la « consultation »

Des fidèles de l'islam appréhendent l'initiative de Bernard Cazeneuve

Entre circonspection et impression de déjà-vu : la concertation élargie sur le culte musulman annoncée par Bernard Cazeneuve le 25 février n'a pour le moment pas vraiment convaincu ceux dont l'adhésion en fera, ou non, une réussite. Eux, ce sont les générations de musulmans nés en France, qui, en une dizaine d'années, ont fait s'épanouir un tissu social, entrepreneurial et associatif vivant.

Qu'ils interviennent sur le marché du halal, dans le secteur de l'éducation ou de l'action caritative, qu'ils aient fondé des sites communautaires ou bataillent contre l'islamophobie, ils réclament aujourd'hui toute leur place dans les affaires de leur religion. Pour un gouvernement décidé à avoir un interlocuteur reflétant la diversité des musulmans et capable d'ancrer ce culte dans la société, ils devraient être des « cibles » prioritaires. Mais souhaitent-ils saisir l'offre de « consultation » lancée par le ministre de l'intérieur ?

Aucun ne défend la représentation institutionnelle actuelle de l'islam. Le Conseil français du culte

musulman (CFCM) est, pour eux, l'incarnation d'un islam consulaire qu'ils rejettent, coincé entre l'Etat français et les capitales des pays d'origine de la première génération d'immigrés, au premier rang desquels Alger et Rabat. Ils ne regretteront pas sa situation de monopole mais ne sont pas prêts à s'impliquer dans n'importe quelles conditions. « S'il s'agit juste de mettre un peu de fraîcheur dans le CFCM et de perpétuer l'islam des consulats, ce n'est pas la peine, résume Fateh Kimouche, fondateur du blog Al-Kanz, consacré au halal. En revanche, il s'agit d'une révolution copernicienne et d'impliquer les jeunes gens nés en France, pour quoi pas. Mais pour l'instant, on reste dans le jacobinisme. »

Le rôle de l'Etat, c'est, pour beaucoup, l'aspect le plus problématique de la démarche du gouvernement, dans lequel Nabil Ennasri, président du Collectif des musulmans de France, voit « une volonté de domestication de l'islam de France ». « Cela illustre malheureusement l'ingérence de l'Etat dans les affaires des musulmans, remarque Elsa Ray, porte-parole du Comité contre l'islamophobie en France (CCIF). Cela ne date pas d'hier et ex-

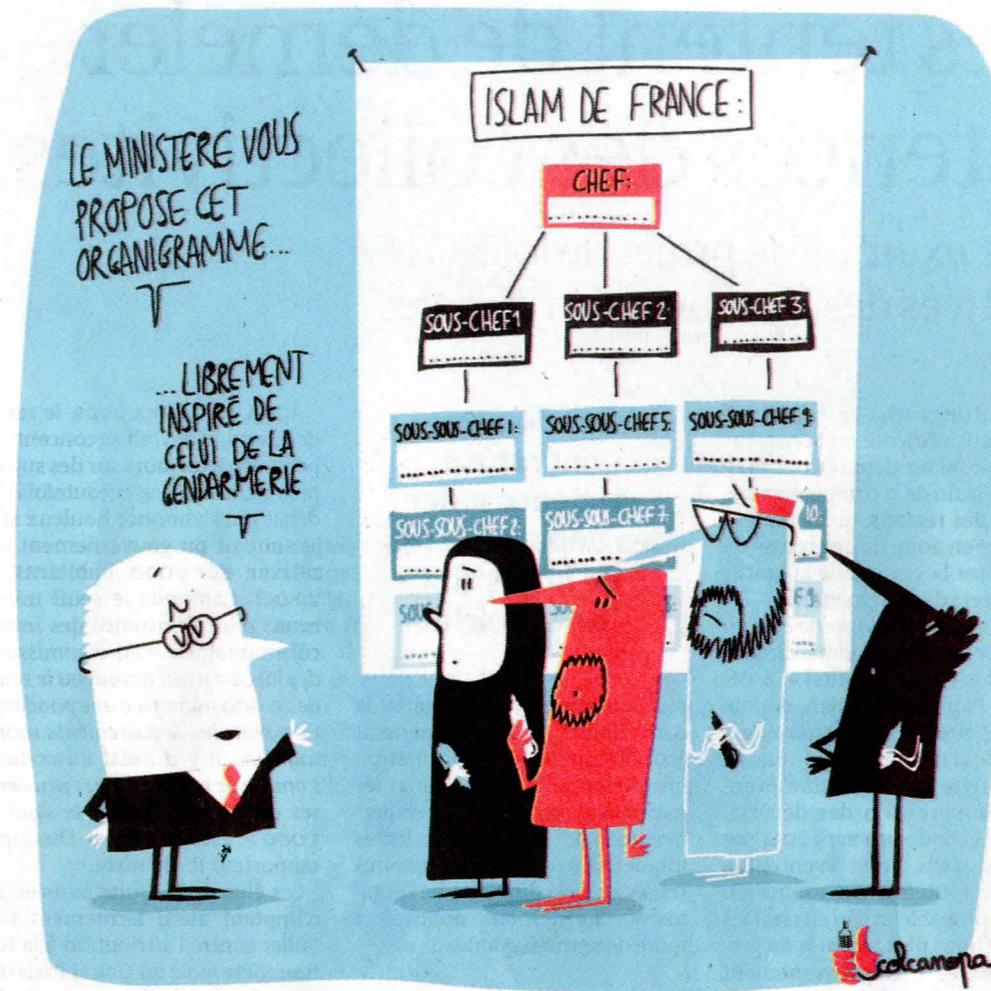
plique une partie des problèmes du CFCM. Le CFCM, à l'origine, c'est l'Etat ! Et ça, ça ne semble pas avoir été remis en question. » La crainte est donc que les mêmes causes – l'intervention de l'Etat dans l'organisation du culte – ne produisent les mêmes effets : une représentation distordue de la réalité de l'islam en France.

Quels seront les acteurs impliqués dans la consultation ? Le gouvernement demeure vague et cible « toutes les composantes d'un is-

lam de tolérance et de paix ». Des consultations locales auront lieu au printemps afin de faire remonter, via les préfets, des acteurs et des problématiques. « Dialoguer, c'est se mettre au même niveau, remarque Fateh Kimouche. On ne peut pas dire : je choisis les gens avec qui je veux parler ». Bernard Cazeneuve a évoqué la participation « d'intellectuels » et « d'universitaires ». « Pourquoi pas, relève Ousmane Timera, chef de projet en politique de la ville et ensei-

gnant en islamologie et en philosophie à l'Institut (privé) des sciences humaines d'Orléans, à condition qu'ils ne soient pas à la botte de chancelleries. Quel degré d'autonomie auront les intervenants ? Aura-t-on des personnalités un peu fantômes et des VIP d'abord soucieux de leur personne ou de vrais acteurs de terrain ? »

Après l'identité des acteurs de cette consultation viennent les questions sur son objet. Se limitera-t-elle aux sujets culturels (forma-



« Cette représentativité est en train de se faire par la base »

NABIL ENNASRI
président du Collectif
des musulmans de France

tion des imams, financement des mosquées, abattage rituel) ou sera-t-elle plus large ? « L'erreur de Sarkozy a été de croire que le culte peut représenter tout l'islam, note Saïd Branine, fondateur du site d'information Oumma.com. C'est insuffisant. L'écrasante majorité des musulmans ne se sent pas représentée par les instances liées au culte. Il faut aller chercher des associations non culturelles. » Le CCIF, explique Elsa Ray, est tout disposé à « participer à un travail pour savoir comment endiguer l'islamophobie ».

Majoritairement sceptiques

Certains d'entre eux ne sont pas d'emblée fermés à ce processus – « il faut être ouvert à tout », note Fateh Kimouche. Mais ils sont majoritairement sceptiques. Cette défiance n'est pas exempte d'ambivalence, car ces acteurs de l'islam de terrain reconnaissent la légitimité, pour l'Etat, de chercher un interlocuteur plus représentatif. « L'islam est récent, il faut lui laisser le temps. L'Etat court-circuite l'émergence d'un tissu associatif qui a beaucoup changé. Cette représentativité, elle est en train de se faire par la base », assure Nabil Ennasri. « Il y a un grand besoin de clarté, d'objectifs clairs et de confiance envers les musulmans, résume Ousmane Timera. Il faut faire avec les musulmans, pas sans eux ni contre eux » ■

CÉCILE CHAMBRAUD